

# Actes du Colloque

## **Le projet républicain face aux enjeux de cohésion nationale et de justice sociale**

**Colloque organisé le mardi 14 mars 2017**

**Université Paris-Dauphine**

## SOMMAIRE

- ✓ INTRODUCTION, par Alexandre Malafaye, *Président de Synopia*
- ✓ PRESENTATION DU SONDAGE IFOP POUR SYNOPIA : « LES FRANÇAIS ET LA COHESION NATIONALE »
- ✓ LES FRACTURES SOCIO-CULTURELLES
- ✓ LES FRACTURES SOCIO-ECONOMIQUES
- ✓ LES ACTIONS MENEES DANS LE SECTEUR PUBLIC POUR REDUIRE LES FRACTURES SOCIALES
- ✓ LES ACTIONS MENEES DANS LA SOCIETE CIVILE POUR REDUIRE LES FRACTURES SOCIALES
- ✓ CONCLUSION, par Jean-François Chanlat, *Professeur, co-responsable de la chaire Management, Diversités et Cohésion Sociale, Université Paris-Dauphine*

\* \* \*

## INTRODUCTION

*par Alexandre Malafaye, Président de Synopia*

Le colloque du 14 mars 2017 s'inscrit dans la perspective des travaux de Synopia sur les enjeux de gouvernance et de cohésion nationale, et dans la continuité des deux précédents colloques organisés au Sénat (2015) et à l'Université Paris-Dauphine (2016). La première partie de la journée est consacrée aux diagnostics, pour permettre une meilleure compréhension de l'état de la France, à partir des différentes fractures qui la traversent. La seconde, quant à elle, s'attache à mettre en lumière des expériences positives menées par des acteurs de la société civile, du monde économique, ou encore de l'État, et qui concourent à la préservation du lien social.

Le constat posé est très préoccupant. Si certaines évolutions sont positives, notamment la courbe démographique qui témoigne de la volonté de notre pays d'être une terre d'accueil, les transformations qu'elles provoquent sont parfois problématiques : la cohésion sociale se délite, à la fois en raison du chômage et des multiples fractures qui divisent le pays ; la confiance des Français envers leurs dirigeants politiques est extrêmement faible et le sentiment d'appartenance à la nation française repose sur du sable. « Quand le peuple n'admire plus, il n'obéit plus ».

Prendre en compte ces problématiques est une priorité, si l'on veut maintenir les équilibres et préserver la cohésion nationale à long terme.

Pour éclairer les débats, Synopia a commandé à l'Ifop un sondage sur le thème « les Français et la cohésion nationale », avec cinq questions portant sur :

- Le sentiment d'appartenance
- Les liens d'appartenance
- Le ressenti des valeurs
- L'incarnation des valeurs
- Les fractures

Ces résultats sont présentés et commentés en première partie.

## SONDAGE IFOP POUR SYNOPIA<sup>1</sup>

**Question 1** : Parmi les grands enjeux politiques et sociaux qui traversent notre pays, celui de sa cohésion nationale figure au premier rang. À titre personnel, diriez-vous que votre lien d'appartenance à la nation française est très fort, assez fort, assez faible ou très faible ?

	Ensemble des Français Mars 2016 (%)	Proximité politique				
		Front de Gauche	Parti Socialiste	En Marche !	Les Républicains	Front National
<b>TOTAL Fort</b>	<b>86</b>	<b>83</b>	<b>91</b>	<b>86</b>	<b>95</b>	<b>84</b>
• Très fort.....	38	26	31	35	58	46
• Assez fort.....	48	57	60	51	37	38
<b>TOTAL Faible</b>	<b>14</b>	<b>17</b>	<b>9</b>	<b>14</b>	<b>5</b>	<b>16</b>
• Assez faible.....	11	14	9	10	4	12
• Très faible.....	3	3	-	4	1	4
TOTAL.....	<b>100</b>	100	100	100	100	100

**Le sentiment d'appartenance à la Nation française est encore très largement répandu.** 86 % des Français déclarent que leur lien à la Nation est fort, soit quasiment 9 Français sur 10. Si ce sentiment est présent dans tous les électorats politiques, il l'est davantage chez les sympathisants de droite. On peut noter également qu'il diminue en fonction de l'âge, étant nettement moins important chez les plus jeunes. Ceci peut s'expliquer par le fait qu'ils sont confrontés au quotidien à la mondialisation et que la Nation n'est plus leur cadre de référence unique. Les nouvelles générations ne perçoivent plus les frontières nationales comme des limites, contrairement aux générations précédentes.

<sup>1</sup> Enquête menée du 1<sup>er</sup> au 3 mars 2017 auprès d'un échantillon de 1 000 personnes, représentatif de la population française, âgé de 18 ans et plus.

**Question 2 : De façon générale, ce qui forge le lien d'appartenance entre un citoyen et sa Nation repose sur des symboles, des hommes, une histoire, des valeurs, une langue, des droits, etc. Pour chacune des propositions suivantes, diriez-vous qu'elles nourrissent votre sentiment d'appartenance à la Nation française de façon très importante, assez importante, peu importante, pas importante du tout ?**

	<b>TOTAL Impor- tante</b>	Très impor- tante	Assez impor- tante	<b>TOTAL Pas im- portante</b>	Peu im- portante	Pas im- portante du tout	<b>TOTAL</b>
• La langue française .....	<b>97</b>	79	18	<b>3</b>	2	1	<b>100</b>
• Les valeurs de la République ...	<b>95</b>	64	31	<b>5</b>	4	1	<b>100</b>
• L'Histoire de France, et sa culture .....	<b>95</b>	63	32	<b>5</b>	4	1	<b>100</b>
• Vos droits et votre passeport ..	<b>94</b>	57	37	<b>6</b>	5	1	<b>100</b>
• Les symboles (drapeau tricolore, hymne) .....	<b>85</b>	53	32	<b>15</b>	12	3	<b>100</b>
• Un destin commun .....	<b>83</b>	32	51	<b>17</b>	16	1	<b>100</b>
• Nos dirigeants politiques .....	<b>56</b>	19	37	<b>44</b>	30	14	<b>100</b>

**Le sentiment d'appartenance est nourri par de multiples « ingrédients » qui n'ont pas la même intensité selon les publics.** Parmi eux, l'attachement à la langue française apparaît comme l'élément identitaire majeur, avec 97 % de citations. Par ailleurs, la francophonie permet aux Français du monde entier de forger une appartenance commune et renvoie à une certaine conception universaliste française.

**Le sentiment d'appartenance n'est pas du tout incarné par les dirigeants politiques.** Si 79 % des Français sondés citent la langue française comme ingrédient « très important » du sentiment d'appartenance, ils ne sont que 32 % à se sentir rattachés à un destin commun, et 19 % à leurs dirigeants politiques. En revanche, l'Histoire de France, sa culture et les valeurs de la République sont citées comme des éléments forts du lien à la Nation. Il existe donc un vrai doute sur l'avenir et la manière dont on se projette ensemble : la France est d'ailleurs l'un des pays où le pessimisme collectif est le plus élevé.

**Question 3 : Ressentez-vous un écart très important, assez important, assez faible ou très faible entre les valeurs et les principes affichés par la République (liberté, égalité, fraternité, justice, laïcité) et ce que vous vivez au quotidien ?**

	Ensemble des Français Mars 2016 (%)	Proximité politique				
		Front de Gauche	Parti Socialiste	En Marche !	Les Républicains	Front National
<b>TOTAL Important</b>	<b>82</b>	<b>87</b>	<b>73</b>	<b>73</b>	<b>86</b>	<b>87</b>
• Un écart très important.....	29	35	16	21	27	42
• Un écart assez important .....	53	52	57	52	59	45
<b>TOTAL Faible</b>	<b>18</b>	<b>13</b>	<b>27</b>	<b>27</b>	<b>14</b>	<b>13</b>
• Un écart assez faible.....	16	12	26	27	12	11
• Un écart très faible .....	2	1	1	-	2	2
TOTAL .....	<b>100</b>	100	100	100	100	100

**82 % des Français estiment qu'il y a un écart important entre les valeurs affichées de la République et ce qu'ils vivent au quotidien.** Si la France a toujours érigé ses valeurs en élément constitutif, on constate aujourd'hui un décalage croissant entre le ressenti des citoyens et le discours officiel sur les valeurs. Ce décalage nourrit considérablement l'abstention aux élections. C'est dans les électorsats les plus radicaux que le hiatus entre les valeurs proclamées et les valeurs ressenties est le plus accentué. Si toutes les catégories de population sont touchées, les travailleurs indépendants le sont davantage encore, ce qui provoque chez eux un sentiment d'isolement : la valeur d'égalité n'est pas ressentie et la valeur liberté, qui leur est très chère, est bridée.

**Question 4 : Qui, de votre point de vue, incarne le mieux les valeurs de la République (liberté, égalité, fraternité, justice, laïcité) ? (deux réponses possibles)**

	Ensemble des Français Mars 2016 (%)	Proximité politique				
		Front de Gauche	Parti Socialiste	En Marche !	Les Républicains	Front National
• Les militaires.....	<b>30</b>	12	17	<b>29</b>	<b>48</b>	<b>42</b>
• Les maires.....	<b>18</b>	15	20	15	26	13
• Les enseignants .....	<b>17</b>	18	<b>31</b>	24	9	7
• Les militants associatifs .....	<b>17</b>	<b>38</b>	29	14	8	5
• Les policiers .....	<b>15</b>	4	5	15	22	27
• Les juges .....	<b>14</b>	12	24	32	6	9
• Les représentants syndicaux .....	<b>5</b>	23	8	2	2	4
• Les dirigeants politiques nationaux.....	<b>5</b>	8	5	4	9	3
• Les journalistes .....	<b>4</b>	4	8	2	-	-
• Personne à vos yeux .....	<b>22</b>	15	13	16	19	29
TOTAL .....	<b>(*)</b>	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)

**Parmi les figures qui incarnent le mieux les valeurs de la République, les militaires arrivent en tête.**

Ils sont suivis par les maires, les enseignants et les militants associatifs, tandis que les représentants syndicaux, les journalistes et les dirigeants politiques sont en bas de l'échelle (5 %). Ce pourcentage extrêmement faible témoigne de la crise de confiance des Français envers les élites. La présence des militaires s'explique notamment par le contexte actuel : celui du risque d'attentat et la lutte contre l'islamisme radical en Afrique et au Moyen-Orient. Face à ces dangers, ils apparaissent comme le dernier rempart et les ultimes défenseurs des valeurs de la République. Il est néanmoins important de souligner le pourcentage élevé (22 %) de sondés pour lesquels « personne » n'incarne aujourd'hui les valeurs de la République.

**Question 5 : En 1995, Jacques Chirac, alors candidat à la Présidence la République avait parlé d'une « fracture sociale ». Depuis, notre société paraît traversée par de nombreuses fractures (économiques, sociales, éducatives, identitaires, générationnelles, etc.). À titre personnel, diriez-vous que vous ressentez ces différentes fractures de façon très importante, assez importante, peu importante, pas importante du tout ?**

	<b>TOTAL Important</b>	Très importante	Assez importante	<b>TOTAL Pas important</b>	Peu importante	Pas importante du tout	<b>TOTAL</b>
• La fracture sociale entre les riches et les pauvres .....	<b>94</b>	62	32	<b>6</b>	4	2	<b>100</b>
• La fracture entre les citoyens et les élites.....	<b>93</b>	61	32	<b>7</b>	6	1	<b>100</b>
• La fracture éducative (culture générale, orthographe, langues étrangères) .....	<b>92</b>	50	42	<b>8</b>	7	1	<b>100</b>
• La fracture géographique entre d'un côté le cœur des grandes métropoles et de l'autre les banlieues, les zones rurales et les petites villes .....	<b>83</b>	35	48	<b>17</b>	15	2	<b>100</b>
• La fracture religieuse et identitaire .....	<b>79</b>	40	39	<b>21</b>	17	4	<b>100</b>
• La fracture numérique entre ceux qui maîtrisent bien internet et qui ont accès au très haut débit et les autres.....	<b>72</b>	23	49	<b>28</b>	25	3	<b>100</b>
• La fracture entre les générations.....	<b>72</b>	22	50	<b>28</b>	26	2	<b>100</b>

Si l'on fixe l'analyse à partir du ressenti « très important », les Français mettent en tête la fracture sociale entre les riches et les pauvres (62 %) et celle entre le peuple et les élites (61 %). La fracture identitaire et religieuse recueille quant à elle 40 % de citations, ce qui témoigne de la capacité de résilience de la société française, en dépit des attaques terroristes. La fracture éducative, citée par un Français sur deux, demeure un vrai sujet de préoccupation. Dans un pays attaché à la valeur d'égalité, la fracture éducative indique une rupture conséquente. En revanche, les fractures numérique (23 %) et générationnelle (22 %) touchent moins directement les Français, quel que soit leur âge.

Mais le total « Important » montre que dans leur ensemble, les Français se sentent quasiment tous concernés par une ou plusieurs fractures.

## LES FRACTURES SOCIO-CULTURELLES

### Intervenants :

- ✓ **Gilles Kepel**, Directeur de la chaire Moyen-Orient-Méditerranée, École Normale Supérieure, et Professeur à l'Institut d'Études Politiques de Paris
- ✓ **Ghaleb Bencheikh**, Islamologue, Président de la Conférence mondiale des religions pour la paix
- ✓ Modérateur : *Amiral (2s) François Dupont*

Les réponses aux questions du sondage attestent de la grande difficulté d'adhésion à la République, dont les éléments d'identification apparaissent particulièrement dilués. La société se polarise autour de formes de régressions identitaires, principalement occasionnées par l'affaiblissement des valeurs républicaines. Depuis les attentats de 2015, dans les quartiers populaires, le sentiment d'une appartenance ethno-religieuse a progressé et se caractérise par une prégnance croissante d'idéaux de rupture au nom du salafisme : l'appartenance au groupe doit prévaloir sur l'appartenance à la société française.

La rupture culturelle est en lien étroit avec le sentiment de désaffiliation sociale, surtout dans les banlieues qui connaissent un niveau de chômage très élevé. Le système républicain fondé sur la méritocratie s'est inversé. L'école promettait une égalité des chances, quel que soit l'endroit d'origine. Désormais, avec le taux de chômage élevé que connaissent certaines zones urbaines, cette égalité des chances n'est qu'un vœu pieu : aucune projection dans l'avenir n'est plus possible pour ces populations qui, parfois, trouvent dans le salafisme une nouvelle protection.

La fracture géographique est également très préoccupante. Les quartiers péri-urbains font face à la délocalisation massive et à la perte d'emplois qui y est associée. Une autre forme de rétractation identitaire apparaît et se construit autour de valeurs ataviques (être blanc, Français de souche, etc.).

Un élément permet néanmoins de rester optimiste : c'est la résilience de la population française, musulmane et non musulmane face à ces questions. En effet, les djihadistes, en multipliant les provocations, escomptent que la population majoritaire cherchera à se venger et que les musulmans les percevront alors comme leurs défenseurs. Mais leur scénario ne s'est pas encore, fort heureusement, produit.

Pour répondre à la fracture socio-culturelle qui la traverse, la France doit identifier ses faiblesses et reconnaître la dualité de son histoire. D'une part, la France incarne la générosité et l'universalité des droits de l'homme, et d'autre part, elle est celle des contraires, de la royauté et de la République, de la résistance et de la collaboration, de l'humanisme et du colonialisme. La République s'était fixée pour objectif de « nourrir et d'instruire l'ensemble de ses enfants », mais elle s'est fourvoyée : l'école n'a pas pu instruire toutes les composantes de la Nation, ce qui a conduit aux fractures actuelles.

Si la France doit faire son introspection et identifier ses manques et ses défauts (déficit de solidarité, d'éthique, d'égalité, etc.), la composante islamique de la Nation doit en faire autant. Le tissu social des citoyens français de confession islamique, n'est pas aussi harmonisé qu'on le pense : d'un côté, il



y a un pôle riche, totalement intégré, et de l'autre, un pôle ostracisé et prolétarisé. Ce deuxième pôle, jusqu'alors dés-islamisé, se ré-islamise et montre des signes de repli et de rupture. Les Français de confession musulmane doivent pouvoir faire société, au-delà du simple vivre-ensemble, et refuser de croire que seul le discours apocalyptique est audible, ce qui implique une double dynamique : déconstruire le discours extrémiste islamiste et refonder la pensée théologique islamique.

L'État doit enfin accentuer l'effort d'éducation et d'ouverture sur le monde : par exemple, l'enseignement de l'histoire des civilisations devrait intégrer la contribution des arabo-musulmans au savoir universel. C'est une première réponse à la crise identitaire. En parallèle, un travail interne à la composante islamique de la société de sensibilisation doit être mené.

\* \* \*

## LES FRACTURES SOCIO-ÉCONOMIQUES

Intervenants :

- ✓ **Jean-François Chanlat**, Professeur, co-responsable de la chaire Management, Diversités et Cohésion Sociale, Université Paris-Dauphine
- ✓ **Louis Maurin**, Directeur, Observatoire des inégalités
- ✓ Modérateur : **Rachid Arhab**, journaliste

Pour faire face au problème de la cohésion et de la perte de lien entre les citoyens d'une part, et entre les citoyens et leurs dirigeants d'autre part, nous devons nous poser une question fondamentale : quels sont les éléments qui permettent à une société d'exister ? Quels types de solidarités doivent être invoquées ? Chaque société est le produit de son histoire et repose sur une communauté d'idées et de sentiments. Une société est un ensemble de personnes, de croyances et de valeurs dans un espace délimité. La solidarité des sociétés industrielles a évolué. Aujourd'hui, de nouvelles solidarités doivent émerger pour faire face à la mondialisation et l'ouverture des frontières.

Depuis Durkheim, la dynamique économique nous a montré que le marché ne pouvait pas « faire » la société. La logique marchande a tendance à s'autonomiser du reste de la société, provoquant des mouvements de ré-encastrement, qui peuvent être démocratiques ou autoritaires. Après la Seconde guerre mondiale, la société française s'est construite contre l'insécurité et pour la sécurité économique et sociale. Cependant, depuis les années 1970 et la fin des accords de Bretton Woods, l'insécurité a progressivement réapparu, notamment en raison de la dérégulation et de la privatisation de nombreuses entreprises et services publics qui ont conduit aux dernières crises économiques. Aujourd'hui, nous sommes de nouveau dans un mouvement de rétablissement des formes de sécurité socio-économique, et à la recherche d'un nouveau mode de régulation sociale. Si l'incertitude est une norme, il est urgent de la contrôler.

La société est en effet devenue une « société liquide », dans laquelle les relations sont de plus en plus impalpables, ce qui entraîne la désaffiliation et la perte d'espoir dans un avenir commun.

Notre paysage s'est transformé en un paysage compétitif, dans lequel les gagnants raflent souvent toute la mise. La société s'est fracturée en deux groupes principaux : ceux qui ont les moyens de s'ouvrir sur le monde, et ceux qui sont confinés dans les territoires qui leur sont « assignés ». Par ailleurs, la coloration du modèle culturel français est une problématique qu'on ne peut plus nier : pour partager un destin et un sentiment d'appartenance communs, il faut déjà partager un certain nombre de valeurs. Mais le partage de valeurs devient chose complexe lorsque les individus d'une société ne parlent pas la même langue et ne se réfèrent pas aux mêmes codes culturels : la fracture sociale s'accompagne ainsi souvent d'une fracture linguistique et culturelle.

Les inégalités forment un système d'ensemble. L'enjeu est de redonner de la sécurité économique et sociale à la jeunesse, notamment en réduisant les fractures entre les diplômés et les autres. Faire le choix de plus de flexibilité et d'insécurité risquerait d'accroître les tensions sociales.

L'essence de la politique est d'affirmer la pluralité des singuliers dans un ensemble cohérent. Cependant, quand 75 % des Français déclarent ne pas se reconnaître dans l'offre politique, alors nous sommes face à un problème majeur. Si la crise politique que nous vivons est propice à l'innovation, la capacité à innover nécessite par ailleurs d'aller au delà des modèles sociaux et culturels actuels. Les catégories politiques s'affaissant au profit de catégories gestionnaires, nous ne parlons plus qu'en termes de moyens et non plus de fins.

Cet affaissement est concomitant de la corrosion de l'éthique et de l'intérêt général qui a été remplacé par la somme des intérêts particuliers, selon la tradition utilitariste anglo-saxonne. Tandis que, dans la tradition volontariste française, l'intérêt général exige le dépassement des intérêts particuliers (c'est la définition de la volonté générale de Rousseau) et doit être le fruit de discussions entre les citoyens. Les Français ont donc un double désir : d'une part, ils souhaitent plus d'horizontalité, ce qui ouvre un champ d'action considérable au numérique ; d'autre part, ils souhaitent que l'État réaffirme son autorité dans les domaines où son action est indispensable. Le désir de verticalité et le désir d'horizontalité ne s'excluent pas. Bien au contraire, ils se complètent.

L'emploi est menacé dans une société où les technologies de l'information et la robotisation massive prennent le pas sur les modes traditionnels de travail. Même des gens relativement qualifiés peuvent être remplacés. Il faut donc intégrer cette question et affronter le problème de la redistribution, de l'insertion et de la formation. Par ailleurs, la question environnementale doit enfin être traitée si l'on veut appréhender l'ampleur des transformations qui touchent, ou vont toucher, notre modèle économique.

Au lieu de parler de crises, nous devrions davantage parler de transformations et de mutations de la société. Si la situation est inquiétante, il existe néanmoins des raisons d'être optimiste et la France dispose de très nombreux atouts. Il faudrait simplement parvenir à les exploiter mieux.

## LES ACTIONS MENÉES DANS LE SECTEUR PUBLIC POUR RÉDUIRE LES FRACTURES SOCIALES

Intervenants :

- ✓ **Général de brigade Patrick Collet**, Directeur adjoint du Centre de Doctrine et d'Enseignement du Commandement de l'armée de Terre
- ✓ **Capitaine de vaisseau François Drouet**, Commandant du centre d'instruction navale de Brest
- ✓ **Yannick Prost**, Conseiller du Haut Commissaire à l'engagement civique
- ✓ **Edouard Zambeaux**, Journaliste et Producteur délégué de l'émission «Périphéries» sur France Inter
- ✓ *Modérateur : **Pascale Colisson**, Responsable pédagogique, en charge de la mission égalité des chances et diversité, Université Paris-Dauphine*

### A. L'institution militaire

La Défense est au cœur de la cohésion nationale et peut participer davantage à son renforcement, sans toutefois en être l'alpha et l'oméga. L'armée incarne la volonté nationale et exige la cohésion de ses membres pour servir la collectivité.

Avec plus de 20 000 recrutements d'hommes et de femmes chaque année, la défense touche toutes les couches de la société et tous les métiers :

- 60 % des personnes recrutées n'ont pas les qualifications pour obtenir un emploi.
- 75 % de ceux qui quittent l'armée la quitte avec un diplôme et une employabilité.

L'imbrication complète des catégories sociales permet l'expression d'une forte cohésion au sein même de l'institution militaire. Depuis plus de 30 ans, tous les métiers militaires sont ouverts aux deux sexes, sauf les sous-marins nucléaires et la légion étrangère. L'armée pratique également l'égalité en termes de salaires et d'avancement. Par ailleurs, la communauté militaire se substitue très vite à la communauté d'origine de l'individu, et donc court-circuite le risque de communautarisme en son sein.

Les armées ont une vocation sociale intrinsèque qui s'exprime à travers des outils contribuant à la formation des jeunes en dehors de la vocation militaire. Par exemple, le service militaire adapté forme des jeunes en situation difficile à des métiers civils pendant un an. Ce dispositif est prolongé par le service militaire volontaire. Ces deux formes de services s'adressent à des jeunes volontaires et obtiennent des taux de réussite supérieurs à 70 %.

S'ils fonctionnent aussi bien, c'est aussi parce qu'ils s'appuient sur des partenaires. L'armée ne doit prendre la place de personne, surtout pas celle de l'Éducation nationale. Mais toute initiative rapprochant l'Éducation nationale de l'institution militaire a sa pertinence. L'École des mousses est, à ce titre, un très bon exemple : fermée dans les années 1980 et rouverte en 2009 dans le cadre du plan égalité des chances, l'École des mousses a pour mission de redonner une chance à des jeunes en difficulté et de recruter des marins.

La pédagogie consiste, pour les jeunes qui s'y engagent, à retrouver du sens et un objectif. C'est par les biais du projet collectif et l'ouverture aux autres que s'opère la reconstruction individuelle.

L'École des mousses leur inculque des règles de savoir vivre, et leur fait comprendre que le collectif et le respect d'autrui sont nécessaires à leur reconstruction morale. Cette rééducation passe par la reconstitution d'une famille, d'une figure d'autorité et d'une figure tutélaire. Plus de 80 % des mousses signent à leur sortie de l'École un contrat pour rentrer dans la Marine nationale.

Savoir investir du temps et des ressources humaines pour être présent au quotidien est une des clés de la réussite de l'École des mousses. Elle fait travailler ensemble, dès le début, les professeurs détachés de l'Éducation nationale, les cadres militaires et les assistants sociaux, pour bénéficier des regards croisés et construire un parcours personnalisé.

## **B. Les journalistes**

La problématique de la cohésion nationale a été soulevée par les journalistes depuis plus de vingt ans. Ils constatent que les jeunes sont de plus en plus déconnectés des médias, qu'ils perçoivent comme une caste privilégiée, et se reconnaissent davantage dans les théories du complot véhiculées sur internet. Il est donc primordial d'informer les jeunes sur la dé-hiérarchisation des sources : toutes les sources ne se valent pas.

De nouveaux outils doivent être développés pour que ces populations aient un accès aux médias non stigmatisant et rétablir ainsi une égalité médiatique. À cette fin, une brigade légère de journalistes devrait être mise à disposition de classes d'élèves, en associant des étudiants en école de journalisme pour les familiariser avec les fractures sociales.

Le projet Interclasse lancé par France Inter ne s'assimile pas à de la formation professionnelle mais à de petites expérimentations de porosité sociale. Il vise notamment à faire tomber des stéréotypes. La crise du journalisme est celle de l'urgence. Ce genre d'initiative redonne du temps au temps.

Ce qui crée la fracture, c'est le sentiment d'assignation : ces jeunes en difficulté n'ont pas le même champs des possibles que la majorité des autres jeunes. Nous devons contribuer à faire tomber les barrières symboliques et réintroduire le « pourquoi pas moi ? ».

## **C. Les politiques publiques**

La politique de la Ville a été une réponse à la situation économique difficile de certains quartiers. La cohésion nationale passe d'abord par le refus de l'entre-soi et la lutte contre la ségrégation à l'école et dans l'habitat : l'État doit jouer le rôle du gardien de l'intérêt général. Mais la politique de la Ville, dotée d'une gouvernance trop complexe, n'est pas parvenue à remplir sa mission de faire des quartiers « difficiles » des quartiers comme les autres et de leurs habitants des « Français comme les autres ». Au fond, la politique de la Ville a rajouté un étage de complexité administrative. Il faut donc prendre le problème autrement et s'appuyer davantage sur les habitants pour mener les politiques publiques dans les quartiers défavorisés. Là est peut être la clé du succès.

Il faut aussi relever que beaucoup de politiques publiques sont mises en œuvre par des associations. Le secteur associatif représente des centaines de milliers de structures, parfois sans permanents, dans les quartiers. Il accomplit un travail remarquable et essentiel.

## LES ACTIONS MENÉES DANS LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR RÉDUIRE LES FRACTURES SOCIALES

Intervenants :

- ✓ **Norbert Alter**, Professeur, Université Paris-Dauphine
- ✓ **Benjamin Blavier**, Fondateur et Délégué Général de Passeport Avenir
- ✓ **Xavier Manzano**, Directeur de l'Institut des Sciences et Théologie des Religions
- ✓ **Amir Shari**, Président de la Fondation Ardian pour la mobilité sociale, co-fondateur de Frateli
- ✓ Modérateur : **Khadija Mouhaddab**, Club du XXI<sup>e</sup> siècle

La cohésion nationale n'est que la somme des actions de cohésion d'un ensemble dont toutes les parties sont solidaires : il existe une corrélation très forte entre la ségrégation socio-culturelle et le destin des individus. Si l'entreprise demeure la voie privilégiée pour l'intégration des jeunes issus de milieux défavorisés, des associations oeuvrent aussi pour lutter contre les inégalités et les discriminations persistantes, et pour offrir à tous une égalité réelle des chances.

Passeport Avenir est l'une de ces associations. Sa mission est « *d'accompagner, avec les entreprises et les établissements scolaires, 4 300 jeunes par an issus des milieux populaires dans leur réussite scolaire et professionnelle, afin de favoriser l'émergence d'une génération de leaders d'entreprises différents* ». Aujourd'hui, il n'y a pas assez d'exemples de cette jeunesse issue des milieux défavorisés qui ont des postes à responsabilité. Nous vivons encore avec le fantasme que les inégalités sociales seront surmontées uniquement par le prisme de l'école. Mais l'école seule ne pourra pas y arriver.

Les associations peuvent aider l'Éducation nationale dans sa mission d'ascension sociale en comblant :

- Le déficit d'information et de connaissances sur ce qu'est la vie après l'école (les codes, les études, les compétences importantes, etc.).
- Le déficit d'accès aux entreprises et aux postes à responsabilité.
- Le déficit de confiance (l'école est capable d'aider ceux qui ont de bonnes notes, mais pas les autres).

Les conseillers d'orientation sont démunis. Pour résorber les inégalités, nous devons transformer les pédagogies et puiser dans les savoirs des neurosciences. Le tissu associatif, plus souple que l'État, est capable de réinventer un projet en formant des collectifs avec des enseignants, des gens issus du monde professionnel, des jeunes d'horizons divers. C'est un projet qui doit être réalisé collectivement. Pour lutter contre les discriminations en entreprise, deux outils ont fait leur preuve : le mentorat et les réseaux.

La Fondation Ardian a développé un programme de mentorat visant à « *apporter une aide concrète à des étudiants prometteurs qui, sans cela, auraient du mal à poursuivre leurs études. Cela inclut des bourses et aides financières au logement, ainsi qu'un soutien personnel prenant la forme d'un programme de mentorat par des collaborateurs d'Ardian* ». Un salarié sur quatre de la Fondation Ardian joue le rôle de mentor auprès de jeunes en difficulté pour les accompagner vers la réussite.

L'association Frateli, créée en 2004, contribue également à promouvoir l'égalité des chances ainsi qu'une « *image plus responsable de la réussite* ». C'est une communauté positive qui contribue à la cohésion sociale, une communauté dans laquelle les énergies se rencontrent pour créer une dynamique et établir une connexion entre le donneur et le receveur. Le principe de base est la bienveillance.

Les personnes qui réussissent à s'élever socialement se situent dans un entre-deux : elles ne sont plus tout à fait fidèles à leur milieu social d'origine, sans pour autant être parfaitement intégrées à leur société d'accueil, du fait des discriminations qui persistent. Mais cet entre-deux leur permet de regarder le monde avec plus de distance, d'empathie et de capacité critique. Ce sont des personnes plus engagées : lorsqu'on ne bénéficie pas des mêmes chances de départ, pour réussir, il faut en faire beaucoup plus que les autres. Ces personnes sont également plus généreuses : elles donnent plus facilement leur chance aux autres, car elles reconnaissent l'importance d'une main tendue. Selon le principe de la réciprocité généralisée, elles rendent ce qu'elles ont reçu.

Répéter sans cesse que les gens sont assignés dès leur naissance, socialement et culturellement déterminés et dominés, leur enlève tout espoir d'échapper à ces obstacles et les cantonne à rester là où ils sont. Ceux qui réussissent à sortir de leur milieu d'origine battent en brèche ces présumés discriminants. Ils sont, d'une manière ou d'une autre, des passeurs : ils savent transmettre des idées et faire passer des êtres d'une place à une autre, car ils connaissent les deux rives des espaces sociaux.

Pour faire ensemble, pour maintenir le lien entre tous les citoyens d'un même pays, nous devons trouver du plaisir à nous engager avec les autres, peu importe la finalité de cet engagement. Le sentiment d'appartenir à un être collectif recouvre à la fois une dimension émotionnelle et une dimension symbolique : c'est le sentiment de faire partie d'un destin commun, de prendre part à quelque chose de plus grand. Cependant, il faut être prudent avec le sentiment de communauté. Si les valeurs universelles mobilisent, elles sont très circonstancielles. Les valeurs négatives peuvent mobiliser autant que les valeurs positives. Ce faisant, on peut aussi trouver de la cohésion sociale dans des systèmes qui accentuent les injustices.

Le collectif peut ainsi devenir un immense refuge, écrasant toute vie intérieure, responsabilité personnelle et estime de soi. La fraternité, si elle est mal orientée, peut avoir des effets pervers. C'est ce que nous constatons aujourd'hui avec la montée des communautarismes. Il convient donc de faire preuve de vigilance et de se défier de toute forme d'angélisme, ou de naïveté.

## CONCLUSION

*par Jean-François Chanlat*

La question de la cohésion sociale est une question centrale pour les sciences sociales et la vie collective depuis bien longtemps. Comme nous l'avons vu au cours de cette journée, elle est étroitement reliée à la question de l'intégration. En sociologie, un groupe social se dit intégré dans la mesure où ses membres :

- possèdent une conscience commune, et partagent les mêmes sentiments, croyances et pratiques ;
- sont en interaction les uns avec les autres et élaborent des règles communes ;
- et se sentent tenus par des objectifs communs.

C'est ainsi qu'il existe deux logiques dans ce processus d'intégration, une logique communautaire qui repose sur un sentiment vécu d'appartenance à un groupe, pour des raisons traditionnelles et affectives (la famille, la communauté nationale) et une logique de société qui repose sur un lien contractuel, pour des raisons d'intérêt (l'échange marchand).

Dans la réalité sociale, ces deux logiques sont souvent inter-reliées, la relation la plus rationnelle pouvant faire naître une relation plus sentimentale et inversement. Comme le rappelait Montesquieu, le mot commerce en français comprend bien ces deux acceptions, le lien social et l'échange marchand. Les individus étant ainsi reliés les uns aux autres par des chaînes de dépendance réciproque (classe, villages, villes, nations, etc.), l'analyse des phénomènes de marginalisation et d'exclusion permettent donc de mieux comprendre aussi le processus et les modalités de l'intégration dans un univers social.

Ce processus d'intégration a largement été étudié par les sociologues et les anthropologues qui ont mis en évidence deux types d'intégration : une intégration structurelle (emploi, marché du travail, politique), et une intégration culturelle (partage des valeurs et des normes propres à la société). Trois modèles ont été observés à ce sujet :

- une intégration structurelle qui s'accompagne d'une intégration culturelle (cas des Espagnols en France) ;
- une intégration culturelle qui se conjugue avec une faible intégration structurelle (cas de certains immigrés d'origine africaine ou nord-africaine en France) ;
- et enfin, une intégration structurelle réussie sans que l'assimilation culturelle soit complète (cas des Turcs ou des Asiatiques en France).

L'absence d'intégration à la fois structurelle et culturelle, quant à elle, n'existe pas car tout individu expérimente toujours une forme d'intégration quelconque.

L'intégration n'est pas un état mais un processus, il faut donc parler plutôt de parcours que de niveau. L'existence de diverses dimensions en matière d'intégration et le découplage entre l'intégration culturelle et structurelle peuvent alimenter des phénomènes de déviance. Il faut donc être vigilant sur les parcours individuels. Notamment, certaines conditions sont un prérequis pour réussir l'intégration des immigrés et des étrangers :

- l'égalité de traitement, la prévention et la répression des propos et des actes discriminatoires en raison de l'origine, le sexe, la couleur de la peau, etc. ;
- des politiques éducatives et sociales adéquates ;
- et l'obtention de la nationalité dans des conditions clairement définies et admises par le migrant.

Tous ces éléments étant retraduits dans les cadres sociopolitiques de chaque société, nous avons vu que le modèle français était différent de certains modèles anglo-saxons auquel on le compare souvent. Ce qui conduit à trois types de questions vécues différemment selon les modèles :

- Jusqu'où aller dans la reconnaissance des différences par rapport aux droits socialement reconnus et acceptés par la société ?
- Jusqu'où, au nom de l'égalité, doit-on faire des entorses à celle-ci pour réduire les discriminations ?
- Comment la gestion des différences fait-elle la différence dans la réussite ou l'échec d'un modèle social ?

Comme le rappelait en 1931, Marcel Mauss, cette question de la cohésion est en définitive celle de l'harmonie sociale. Les propos et les expériences présentés lors de ce colloque, nous ont montrés que, si notre société fait face à de nombreux défis, nous disposons également d'atouts pour y remédier. C'est porté par cet optimisme de la volonté que nous allons continuer, quant à nous, à travailler pour contribuer à cet équilibre social auquel notre société aspire, et sans lequel il n'y a pas de cohésion sociale digne de ce nom.